



Préparer le futur des réseaux mobiles

Réponse à la consultation publique lancée par l'ARCEP

La réponse de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité porte sur les attentes et les besoins des collectivités locales en matière de couverture et de qualité de services mobile.

En ce qui concerne le niveau de satisfaction actuel :

- **Quels sont les usages mobiles grand public et professionnels indispensables fournis par les réseaux mobiles (navigation web, appels voix, appels visio, courriels, messagerie instantanée, *streaming*...) ?**

Il est difficile de répondre de façon générale à cette question dans la mesure où les usages vont dépendre des pratiques propres à chacun (diversité des pratiques des particuliers, activités économiques et sociales hétérogènes, etc.)

Toutefois, on peut appréhender cette question autrement en s'interrogeant sur les usages prioritaires et considérer par exemple que le « service voix » est certainement l'un des services attendus par le plus grand nombre d'utilisateurs.

- **Quels sont les critères de performances clefs nécessaires pour évaluer la qualité des usages mobiles ?**

Les critères de qualité, et de continuité, de la connexion sont essentiels pour évaluer les usages, notamment ceux reposant sur la santé et la sécurité des personnes (par exemple, téléassistance pour les personnes âgées).

- **Les utilisateurs rencontrent-ils des difficultés pour accéder à certains de ces services ? Dans quels lieux ? (intérieur des bâtiments, en mobilité, sur certains axes de transports, etc.)**

Les principales difficultés que les maires signalent à l'AMF sont l'absence ou la mauvaise qualité de la couverture de leur territoire. Malgré les avancées du New Deal mobile, le dispositif de couverture ciblée ne permettra pas à terme de couvrir toutes les zones blanches du territoire. Les « équipes projet locales » alertent d'ores et déjà sur l'insuffisance des dotations de sites qui leur sont attribuées pour répondre à toutes les demandes de couverture des centres bourgs de leur département.

- **Constatez-vous des disparités importantes de couverture et de QoS entre zones géographiques qui pourraient restreindre certains usages ? Si oui, pour quels usages et dans quelle(s) zone(s) géographique(s) (ou typologie de zones) ?**

La réponse à la précédente question répond en partie à celle-ci.

En outre, l'absence ou l'hétérogénéité de la couverture d'un territoire, en particulier dans les zones peu denses, peut freiner le développement de certains usages. A titre d'exemple, des services départementaux d'incendie et de secours mettent à disposition une application Xpert-Eyes (application qui nécessite d'utiliser les caméras des smartphones de témoins d'accidents pour évaluer le niveau de secours à mettre en place) dont le déploiement nécessite une bonne couverture mobile.

- **Quelle tendance percevez-vous quant à la disponibilité et la qualité des services mobiles ? Avez-vous noté des améliorations de certains services mobiles ces dernières années ou au contraire des dégradations ?**

Au regard de témoignages de maires, il y a une amélioration de la qualité de service constatée après la mise en œuvre du New Deal.

En ce qui concerne les besoins du futur :

- **Quels seront selon vous les usages mobiles de demain du grand public ? Quels seront les besoins en couverture mobile et en QoS nécessaires pour les satisfaire ? À quel horizon temporel ?**

La réalité augmentée, le metavers, sont pour nombre d'experts des usages mobiles importants dans l'avenir. Le travail collaboratif facilitant l'accès à la donnée entre récepteurs et producteurs de données en mobilité vont également se développer dans les collectivités.

- **Anticipez-vous des besoins spécifiques en matière de couverture 5G et de QoS 5G ? À quel horizon temporel ?**

Pour les communes, le transport public connecté en milieu rural pourrait se développer lorsque les technologies arriveront à maturité.

La télémédecine, qui ne doit pas se substituer à l'excès à la relation entre le patient et le médecin, nécessitera des débits performants avec très peu de temps de latence.

- **Estimez-vous nécessaire d'orienter une partie des déploiements des opérateurs mobiles vers des zones géographiques ou des situations d'usage spécifiques, en plus des orientations déjà existantes dans les licences actuelles ? Selon quels critères ? Avec quels rôles pour les différents acteurs (collectivités, acteurs économiques, consommateurs...) ?**

Le déploiement de la 5G conduit à recréer des fractures territoriales qui nécessiteront sans doute un New Deal 5G dans quelques années.

- **L'impact des réseaux de communication, des terminaux et des usages sur l'environnement est un sujet d'attention que l'Arcep perçoit comme croissant. Percevez-vous un intérêt croissant des consommateurs / de vos administrés pour l'impact du numérique sur l'environnement ? Avez-vous des propositions (leviers d'action, moyens, stratégies etc.) à partager en matière de gestion du spectre ou d'attribution de fréquences pour réduire l'impact environnemental des réseaux et plus généralement promouvoir un numérique soutenable ?**

Une réflexion doit être menée au niveau national pour répondre à la demande de plus en plus croissante des maires d'une mutualisation des infrastructures mobiles. La mutualisation présente en effet plusieurs aspects favorables à un moindre impact sur l'environnement, notamment en ce qui concerne le paysage, et sans oublier l'acceptation sociale de ces infrastructures.